



RAPPORT ANALYTIQUE SUR LA MANIFESTATION DES MDM DANS LES MÉDIAS EN PÉRIODE ÉLECTORALE

Aout - septembre 2023

NDAO HIFIDY



Les idées et positions exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement les opinions de
l'USAID ni de l'EISA.

PLAN

Contexte

Méthodologie d'analyse

Echantillon d'analyse

Résultats d'analyse de monitoring des MDM dans les médias

Origines des MDM dans les médias

Les catégories de MDM selon le canal de communication

Les principales sources de MDM selon leur genre

Les principales sources de MDM selon leur tranche d'âge

Les MDM selon leur niveau de risque

Les récurrences de MDM dans les médias

Les sujets de MDM les plus abordés dans les médias

Les principales cibles de MDM

Les MDM à cible unique

Les MDM à plusieurs cibles

Synthèse de recommandations

MANIFESTATION DES MDM DANS LES MÉDIAS EN PÉRIODE ÉLECTORALE

Les mésinformations, désinformations et malinformations sont monnaie courante dans le monde entier, et ces phénomènes s'avèrent d'autant plus importants en période électorale. Les MDM peuvent avoir un impact considérable sur le processus démocratique, notamment en influençant l'opinion publique, en faussant le débat politique, ou encore en compromettant l'intégrité des élections. Véhiculées dans différents canaux de communication, dont les médias classiques ou encore les nouveaux médias, ces MDM peuvent créer des tensions, voire perturber la stabilité sociale. En effet, l'utilisation croissante des médias sociaux à Madagascar a favorisé la propagation des informations erronées, dans la mesure où ils sont souvent utilisés par différents acteurs pour diffuser des informations fausses, dans le but de manipuler l'opinion publique, pour favoriser un camp politique spécifique ou pour influencer le processus électoral en diffusant des informations erronées afin de défendre des agendas politiques ou économiques.

Ainsi, le Fact-checking ou vérification des faits dans le paysage médiatique à Madagascar revêt une importance capitale, d'autant plus que 2023 est une année électorale.

Le fact-checking joue un rôle important en période électorale. Dans son essence, la vérification des faits contribue à la lutte contre la propagation des MDM, vecteur d'un climat politique apaisé. Cette activité joue également un rôle dans la préservation de l'intégrité électorale, dans la mesure où elle garantit aux citoyens, aux politiciens, aux organisations de la société civile, et à d'autres acteurs, des informations fiables, les aidant à prendre des décisions éclairées. Dans le domaine médiatique, le Fact-checking renforce la confiance du public envers les médias. En vérifiant les informations avant de les diffuser, les professionnels des médias démontrent, en effet, leur engagement envers l'exactitude et l'intégrité des informations qu'ils diffusent. De plus, l'activité de Fact-checking crée un environnement où les acteurs politiques sont plus enclins à présenter des informations précises et à éviter les déclarations mensongères, car elle oblige les politiciens et les médias à assumer la responsabilité de leurs déclarations et de leurs reportages.

En somme, la vérification des faits, Madagascar promeut un débat politique sain, garantit l'intégrité du processus démocratique et renforce la confiance du public dans les institutions politiques et médiatiques.





Ce rapport analytique sur la manifestation des mésinformations, désinformations et malinformations (communément appelées MDM) à Madagascar, s'inscrit dans le programme « Ndao Hifidy », mis en œuvre par l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA), traduit littéralement par « Allons voter », et financé par L'Agence américaine pour le développement international (USAID).

Le principal objectif du programme est la promotion de la compréhension et de la confiance des citoyens dans les processus électoraux et leur participation aux élections de 2023. Dans ce programme, EISA collabore avec différents partenaires, dont l'Organisation non-gouvernementale Communication Idea Development ou Hai-Serasera Manonga Dia (CID), une ONG qui a construit sa notoriété grâce à son expertise en monitoring des médias. Le flux d'informations qui circule dans les médias joue un rôle crucial dans le déroulement du processus électoral. La consommation de l'information constitue, en effet, le socle d'un choix éclairé pour les électeurs. Ce document vise à fournir une vue d'ensemble de la manifestation des MDM

liées à la thématique politique, en particulier aux élections dans la Grande Ile. Les résultats obtenus à l'issue de cette activité serviront de base pour l'activité de fact-checking, impliquant les journalistes. La collaboration active de ces derniers, à travers le programme « Ndao Hifidy », consiste principalement à recouper les informations recueillies durant l'activité de monitoring. En fournissant des informations factuelles et vérifiées, le programme contribue à renforcer la capacité des citoyens malgaches dans la consommation de l'information, vecteur d'une participation éclairée et informée au processus électoral de Madagascar. De plus, cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts d'éducation aux médias entrepris dans le projet.

METHODOLOGIE D'ANALYSE

La méthodologie appliquée par CID dans la mise en œuvre de l'activité de fact-checking, et rapportée dans ce document, est basée sur un suivi-analyse de l'information, matérialisé par des activités de monitoring. Le but étant d'avoir une vision globale de la manifestation des MDM à caractère politique et électorale véhiculées dans les médias malgaches. Il convient tout d'abord de souligner que le « Fact-checking » ou vérifica-

-tion de faits est une activité qui vise à examiner la véracité d'une information ou d'un fait.

Dans le cadre du programme « Ndao Hifidy », le principal objectif consiste à contribuer à la lutte contre les MDM en période électorale, dans le dessein de renforcer l'exactitude des informations, garantes du choix éclairé des lecteurs, mais aussi et surtout d'une élection apaisée, légitime et acceptée par l'ensemble de

la société. A titre de rappel, le journal le Monde définit l'information, dans son sens médiatique, comme étant un fait porté à la connaissance d'un public. Mais pour être considérée comme telle, une information doit répondre à trois critères. D'abord, elle doit avoir un intérêt pour le public. Ensuite, elle doit être factuelle. Et enfin, elle doit être vérifiée et vérifiable[1].

[1] https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/10/26/qu-est-ce-qu-une-information_5067721_4355771.html

METHODOLOGIE D'ANALYSE

Dans cette même lignée, le Centre pour l'éducation aux médias et à l'information donne une définition simple et concise de ce qu'est une information. Le CLEMI définit l'information comme un fait vérifié qui intéresse un grand nombre de personnes. Selon le CLEMI, une information repose sur trois critères, à savoir quelque chose de nouveau, quelque chose qui concerne un grand nombre de personnes, et quelque chose qui est vérifié et fiable[1].

Si d'une part, l'information vraie et vérifiée, également connue sous le nom de vérité factuelle, fait référence à des faits, des données ou des événements qui sont précis, exacts et conformes à la réalité, étayée par des preuves solides, provenant de sources fiables et vérifiables, d'autre part, les mésinformations, désinformations et malinformations sont connues comme étant des informations trompeuses, erronées ou intentionnellement manipulées. Le rapport, intitulé « Information Disorder : Toward an interdisciplinary framework for research and policy making » (Le « chaos informationnel » : vers un cadre interdisciplinaire pour la recherche et l'élaboration de politiques), commandité par le Conseil de l'Europe[2] distingue

en effet, trois types d'information préjudiciable : la mésinformation, lorsqu'on transmet une information erronée sans intention de nuire ; la désinformation, lorsqu'on transmet une information que l'on sait erronée dans l'intention de nuire ; et l'information malveillante ou malinformation, lorsqu'on partage une information vraie dans l'intention de nuire, souvent en rendant publics des éléments censés rester confidentiels. En résumé, la désinformation implique la diffusion délibérée de fausses informations, la mésinformation résulte d'une transmission involontaire de fausses informations, tandis que la malinformation consiste à manipuler des informations véridiques pour causer du tort ou induire en erreur. Comme précisé plus haut, l'activité de monitoring consiste à faire un suivi-analyse des informations à caractère politique et électorale véhiculées dans les médias malgaches. Il s'agit notamment de voir la manière dont différents acteurs, à savoir les politiciens, les influenceurs politiques, les acteurs des médias, les organisations de la société civile, les citoyens et les cybercitoyens s'expriment sur les thématiques politique et électorale à Madagascar.

ÉCHANTILLONS D'ANALYSE

Echantillons Facebook

4	6	6	14
Groupes de discussions Facebook	Pages et profils d'influenceurs politiques	Pages et profils à vocation informative	Pages et profils de potentiels candidats

Echantillons Médias classique

2	2	4
Stations télévisées	Stations radiophoniques	Presses écrites

Echantillons Pure-players

2
Sites Pure-players

[1] <https://www.clemi.fr/fr/ressources/nos-ressources-pedagogiques/ressources-pedagogiques/quest-ce-quune-info.html>

[2] La rédaction de ce document a été confiée à l'institut Kennedy de l'Université d'Harvard, ainsi qu'à l'écrivain et chercheur Hossein Derakhshan.

RÉSULTATS DE MONITORING

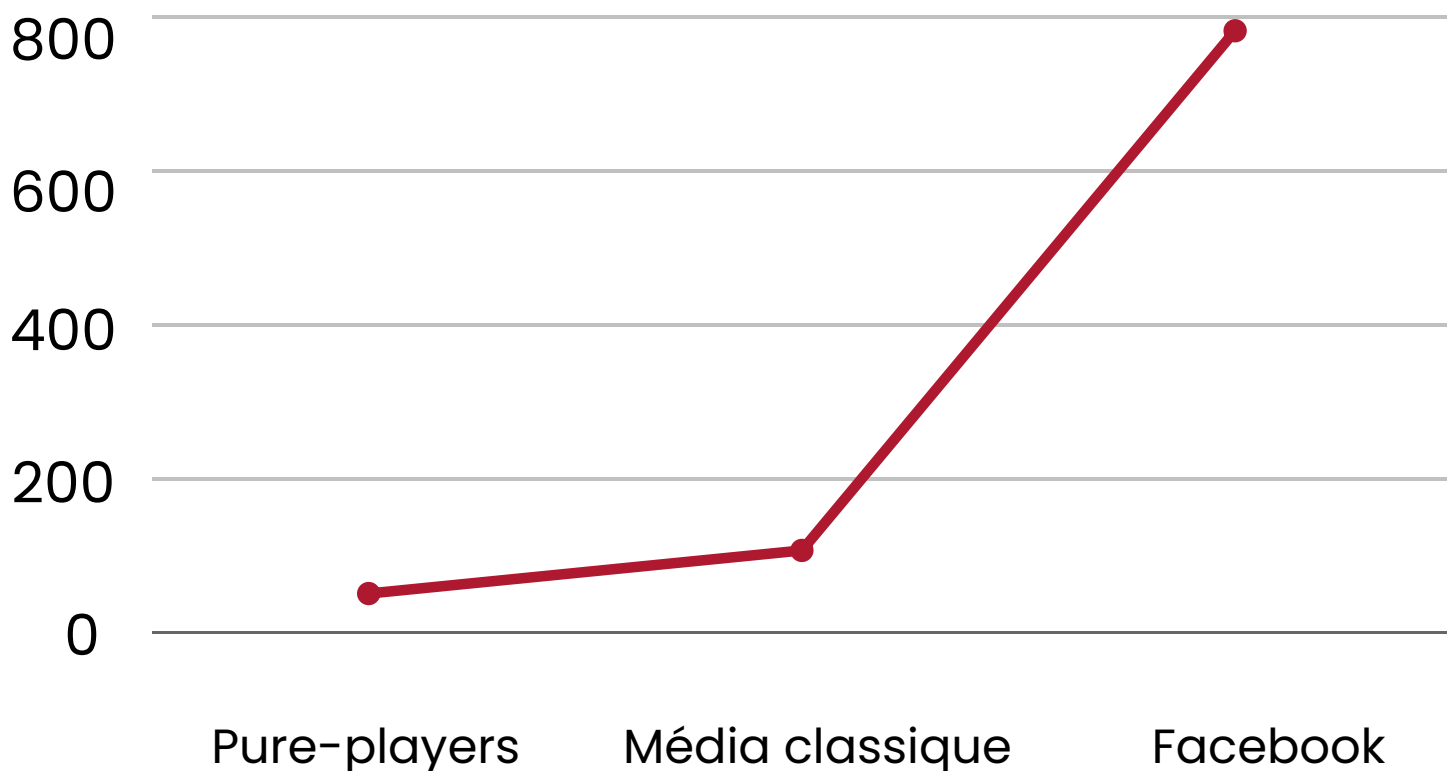
PÉRIODE D'ANALYSE:
16 AOÛT AU 15 SEPTEMBRE 2023

940

Fausse
informations

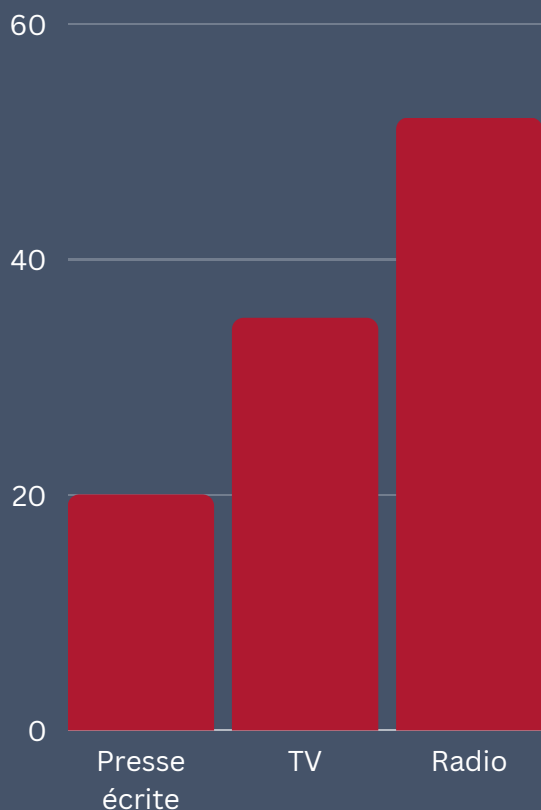
Ces données indiquent que sur une période d'un mois, du **16 août au 15 septembre**, un total de 940 fausses informations (Mésinformation, Désinformation, Malinformation) ont été identifiées. Parmi ces fausses informations, la grande majorité, soit 782 cas, ont été diffusées sur la plateforme Facebook. Cela suggère que Facebook est une source significative de fausses informations pendant cette période. En ce qui concerne les pure-players, 51 cas de fausses informations ont été répertoriés, ce qui représente une proportion beaucoup

plus faible que sur Facebook. En revanche, les médias classiques tels que la télévision, la radio et les journaux ont contribué à hauteur de 107 cas de fausses informations. Ces données soulignent l'importance de surveiller de près les médias sociaux, en particulier Facebook, en tant que vecteur majeur de désinformation et de fausses informations, tout en reconnaissant que d'autres sources, y compris les médias traditionnels et les pure-players, peuvent également jouer un rôle dans la diffusion de fausses informations.



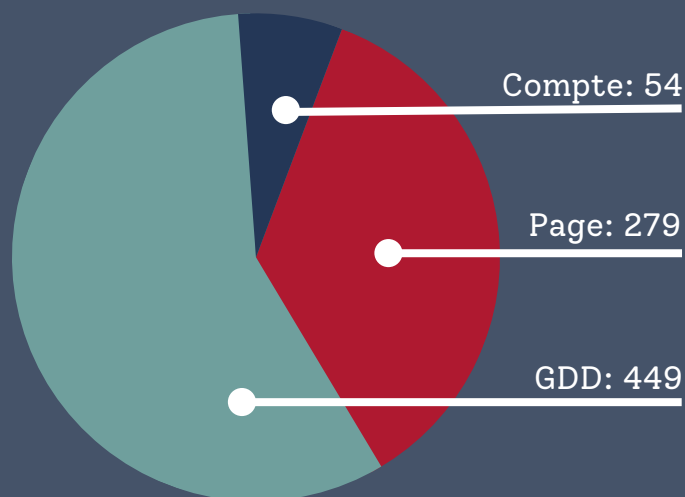
ORIGINE DE MDM DANS LES MÉDIAS

Origine des MDM dans les médias classiques



Base: 107

Origine des MDM sur Facebook



Base: 782

Ces graphes illustrent la manifestation des MDM dans les médias traditionnels (à gauche), et celle des MDM sur le réseau social Facebook (à droite).

Pour les médias traditionnels, il est indiqué que sur les 107 MDM récoltées, 20 d'entre elles ont été recensées dans la presse écrite, 35 à la télévision et enfin 52 à la radio. Cela démontre que la radio semble être le principal canal de diffusion de MDM, notamment en ce qui concerne la thématique politique et électorale.

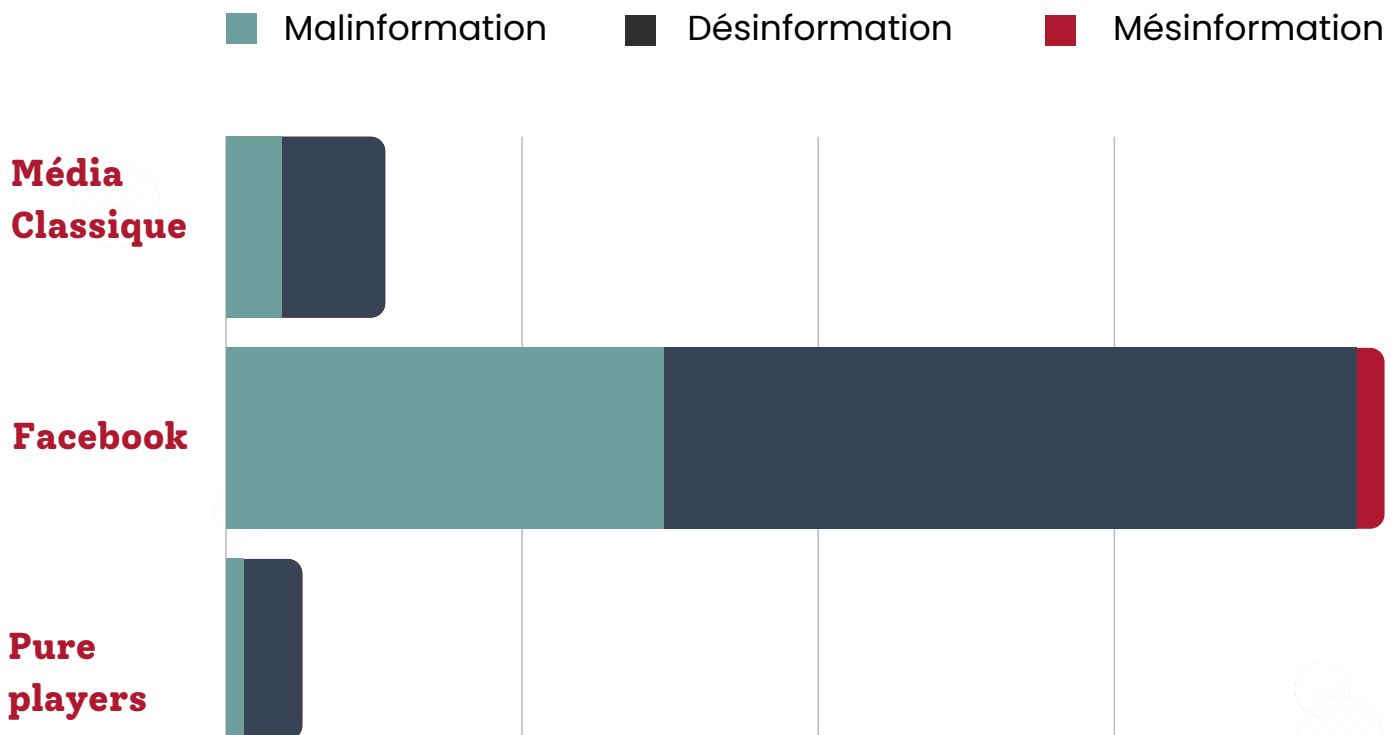
Au niveau du réseau social Facebook, **les groupes de discussion** sont le principal foyer de MDM, avec 449 cas recensés, suivi des **pages d'influenceurs**, les **pages d'actualités** et les **pages de candidats à l'élection présidentielle**, avec 279 cas, et enfin les **profils personnels** sur Facebook qui contribuent à 54 cas de MDM.



LES CATÉGORIES DE MDM SELON LE CANAL DE COMMUNICATION

Ce graphe indique le nombre d'occurrences de chaque catégorie de MDM dans chaque type de média. Sur les 107 MDM recensées au niveau des médias classiques, **70** d'entre elles entrent dans la catégorie des **désinformations**, **37** dans les **malinformations**, tandis qu'**aucun cas de mésinformation** n'a été recensé. Pour le réseau social Facebook, la tendance est à peu près la même, étant donné que sur un total de 782 MDM recensées, **468** d'entre elles ont été classées en tant que **désinformation**, contre **295 cas de malinformations** et enfin **19 cas de mésinformations**. Du côté des médias en ligne indépendants ou pure-players de l'information, l'on n'a recensé **aucun cas de mésinformation**, tandis que **39 cas de désinformations** et **12 cas de malinformations** ont été recueillies. Au vu de ces chiffres, il apparaît que les désinformations sont des problèmes majeurs dans tous les types de médias

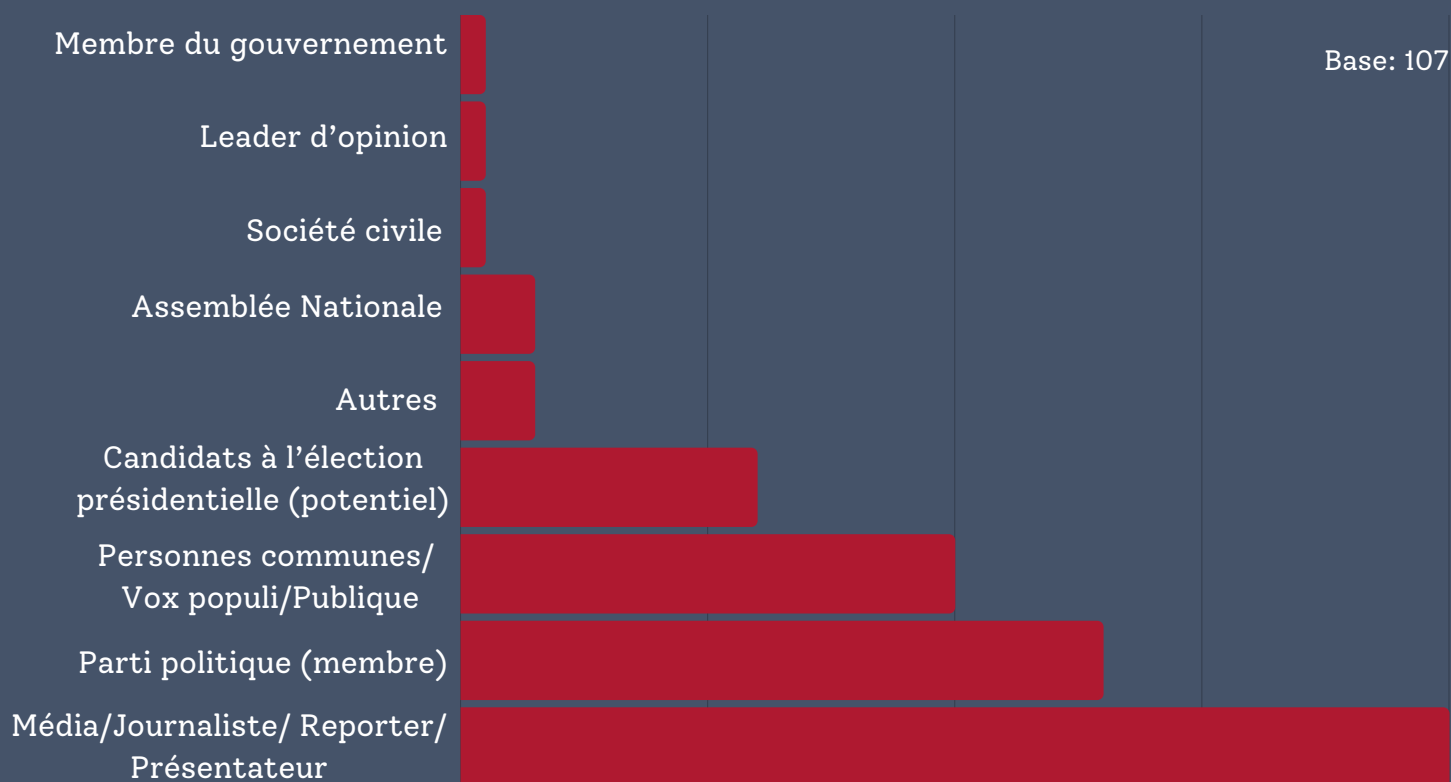
analysés, en particulier sur Facebook où le nombre de désinformations est très important. Cela suggère que les médias sociaux jouent un rôle prépondérant dans la propagation de MDM. Pour les médias classiques, le nombre relativement faible de malinformations recensées par rapport aux désinformations peut indiquer un niveau plus élevé de vérification des faits, ce qui est logique, étant donné que la profession de journaliste/reporter exige en effet un travail de recoupement et de croisement des sources d'informations. Si les MDM récoltées dans les pure players de l'information sont peu nombreuses comparé aux médias classiques et Facebook, c'est surtout à cause des audiences plus restreintes. En effet, seule une frange de la population peut avoir accès à ces plateformes de médias en ligne.



Base: 940

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM DANS LES MEDIAS CLASSIQUES



Sur les 107 cas de MDM dans les médias classiques, 40 d'entre elles ont été véhiculées par des professionnels des médias, entre autres par des journalistes, des reporters ou encore des chroniqueurs. 26 autres ont été véhiculées par des politiciens, 20 par des citoyens lambda, 12 par des candidats à l'élection présidentielle de 2023 et enfin 3 par des membres de l'Assemblée nationale. Ces données démontrent qu'un nombre significatif de cas de MDM proviennent de professionnels des médias. En effet, bien que les journalistes et reporters soient censés être des sources fiables d'information, certains d'entre eux sont impliqués dans la propagation de MDM. En principe, les informations diffusées sur les médias classiques sont recoupées par des professionnels de l'information. Le journalisme est une profession régie par un Code de déontologie. Ainsi, la confiance du public dans les médias est détériorée lorsque des professionnels sont impliqués

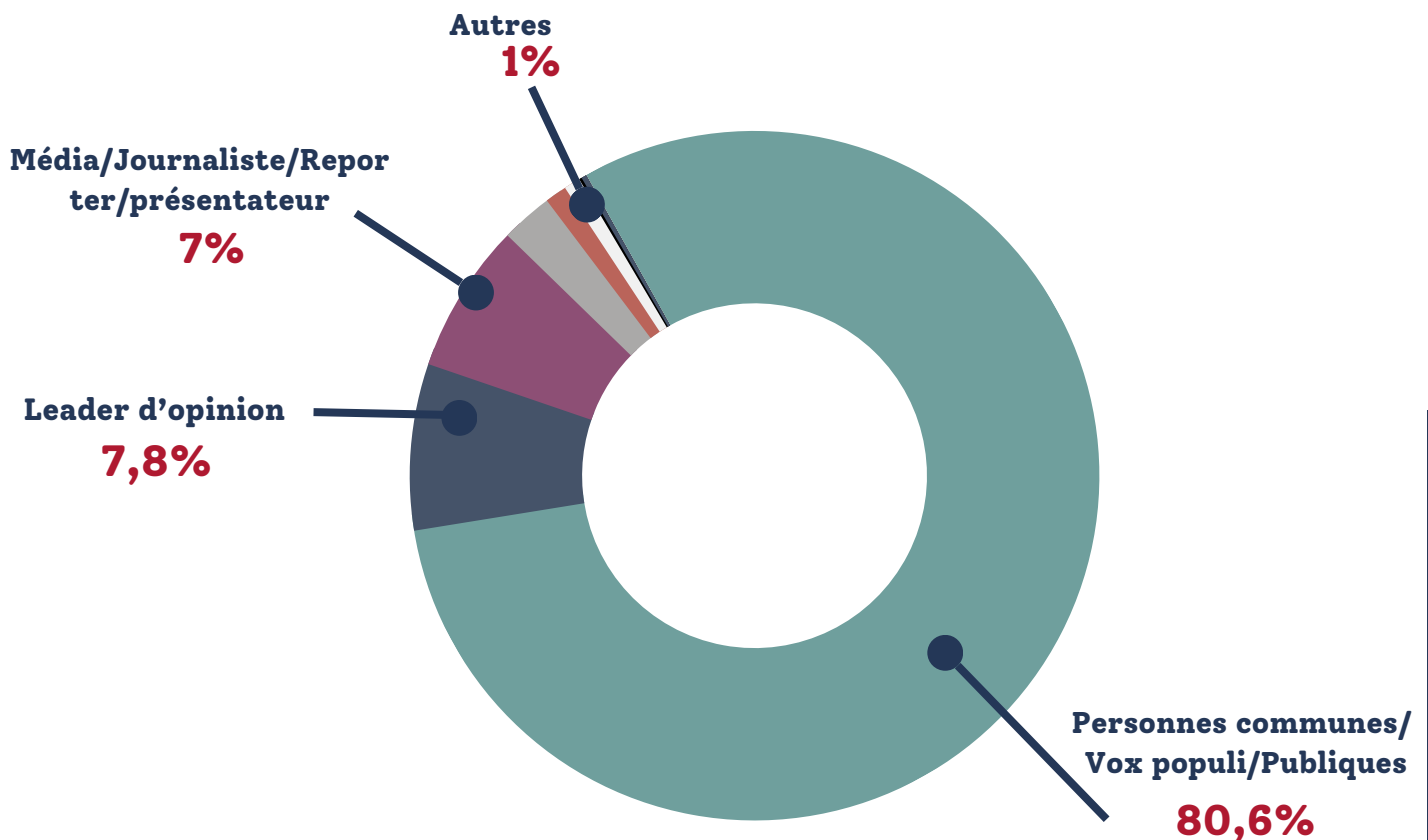
dans la diffusion d'informations incorrectes. Cela peut entraîner une méfiance généralisée envers les médias traditionnels. Aussi, les médias qui diffusent de fausses informations risquent de voir leur réputation sérieusement entachée, ce qui peut avoir des conséquences financières et éthiques. En outre, les MDM véhiculées à travers les médias classiques peuvent influencer l'opinion publique et ainsi manipuler les résultats électoraux. Les électeurs peuvent être amenés à prendre des décisions basées sur des faits inexacts, ce qui peut compromettre l'intégrité des élections. Par ailleurs, la participation active de politiciens dans la propagation de MDM semble également logique, car dans le contexte électoral actuel, les politiciens sont souvent tentés de discréditer les adversaires politiques et de manipuler l'opinion publique en faveur de leur parti politique. Ce même constat est applicable pour les candidats à l'élection présidentielle de 2023.

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM SUR FACEBOOK

Comme l'indique le graphique ci-dessous, les personnes communes ou citoyens lambda ont été auteur de plus de 80% des MDM récoltées sur la plateforme Facebook. Cela souligne que les MDM ne proviennent pas uniquement de sources officielles ou de personnalités publiques, mais aussi et surtout des cybercitoyens. Une situation qui s'explique par le fait que les plateformes de médias sociaux comme Facebook sont facilement accessibles et simples à utiliser pour le grand public. Il est donc relativement simple pour n'importe qui de créer du contenu et de le diffuser à grande échelle. Aussi, Les personnes communes peuvent ne pas avoir la même sensibilisation aux enjeux des MDM et de la manipulation en ligne que les professionnels des médias. Elles peuvent être moins aptes à évaluer la fiabilité des sources d'information et à discerner le vrai du faux. De plus, certaines fausses informations sont

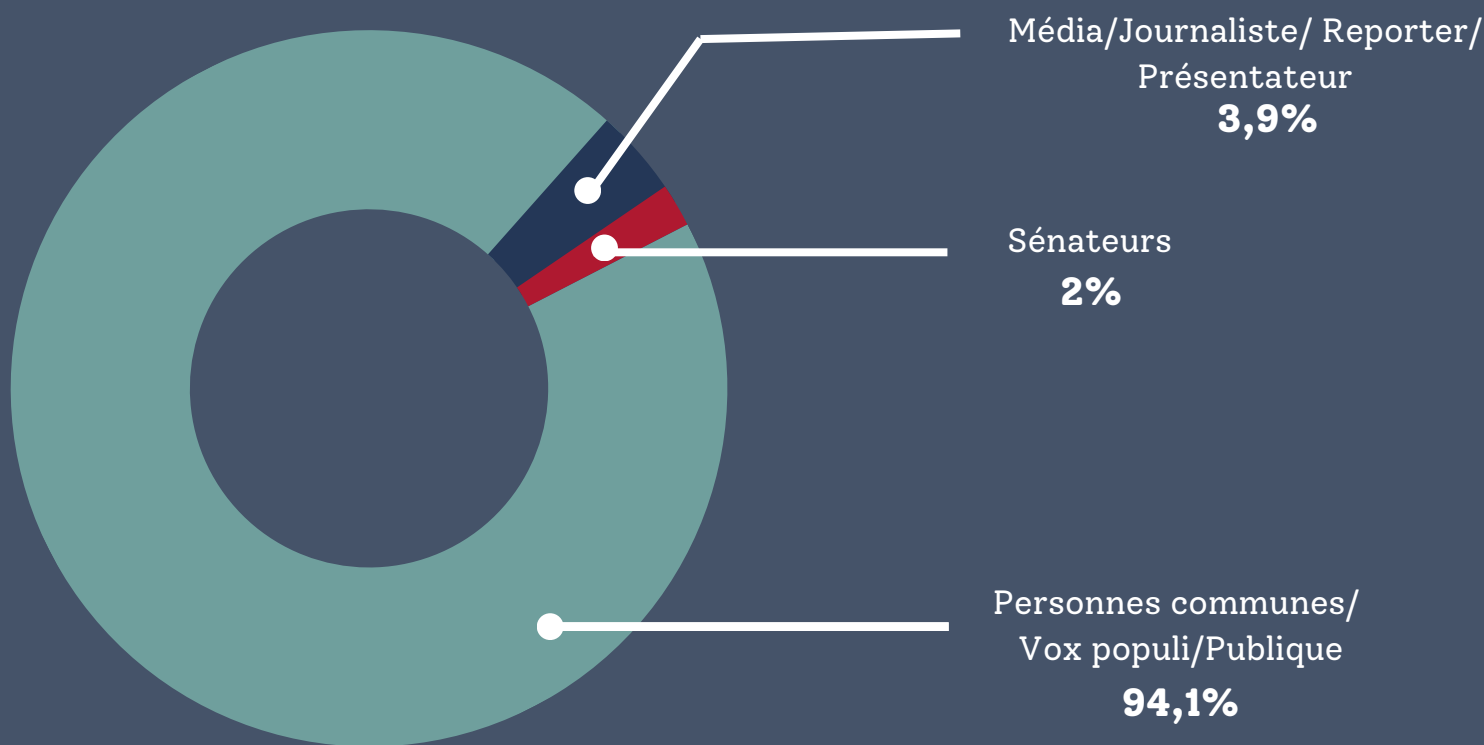
délibérément créées et diffusées par des acteurs politiques ou des groupes d'intérêt dans le but de manipuler l'opinion publique. Ces acteurs peuvent utiliser des comptes de personnes communes pour donner l'impression que l'information est légitime et provient d'une source fiable. En outre, bien que les leaders d'opinion ne représentent qu'une fraction de sources de MDM, avoisinant les 8%, ils ont un impact significatif. Leur influence sur l'opinion publique peut en effet être plus importante en raison de leur notoriété et de leur capacité à atteindre un grand nombre de personnes. Par ailleurs, le rôle des journalistes/reporters dans la propagation des MDM demeurent également préoccupant, car les professionnels des médias sont généralement perçus comme des sources fiables d'informations, mais dans ce contexte, ils participent à la diffusion de fausses nouvelles, ce qui peut semer la confusion parmi le public.



Base: 782

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM DANS LES PURE-PLAYERS



Base: 51

Comme indiqué dans ce graphique, sur les 51 MDM récoltés au niveau des pure players de l'information la plupart d'entre elles sont véhiculées par des personnes communes, tandis que les 3 restants ont été émis par des journalistes/reporters. Le fait que 48 des 51 MDM soient émis par des citoyens ordinaires est significatif. Cela indique un problème croissant de fausse information provenant de sources non professionnelles, pouvant être préoccupant car cela peut mener à des malentendus et à des prises de décision électorales biaisées. Sur la toile, les internautes peuvent souvent rester anonymes, ce qui signifie qu'ils peuvent publier des informations sans craindre de conséquences personnelles. Cette relative impunité encourage certains individus à propager des informations fausses ou trompeuses. Qui plus est, les plateformes en ligne sont vastes et il est difficile pour

les modérateurs de contrôler chaque commentaire ou message posté. Certaines personnes profitent de ce manque de contrôle pour diffuser des informations erronées sans être repérées ou censurées. Bien que les internautes soient responsables de la propagation de nombreuses fausses informations en ligne, la responsabilité incombe également aux plateformes et aux utilisateurs individuels de lutter contre les MDM. Par ailleurs, bien que le nombre soit relativement faible, à hauteur de 3 sur 51, le fait que des journalistes ou des reporters soient impliqués dans la propagation d'informations sensibles est inquiétant. Les journalistes ont la responsabilité éthique de rapporter des informations précises et impartiales, donc leur implication dans la propagation de fausses informations peut entamer la confiance du public dans les médias.

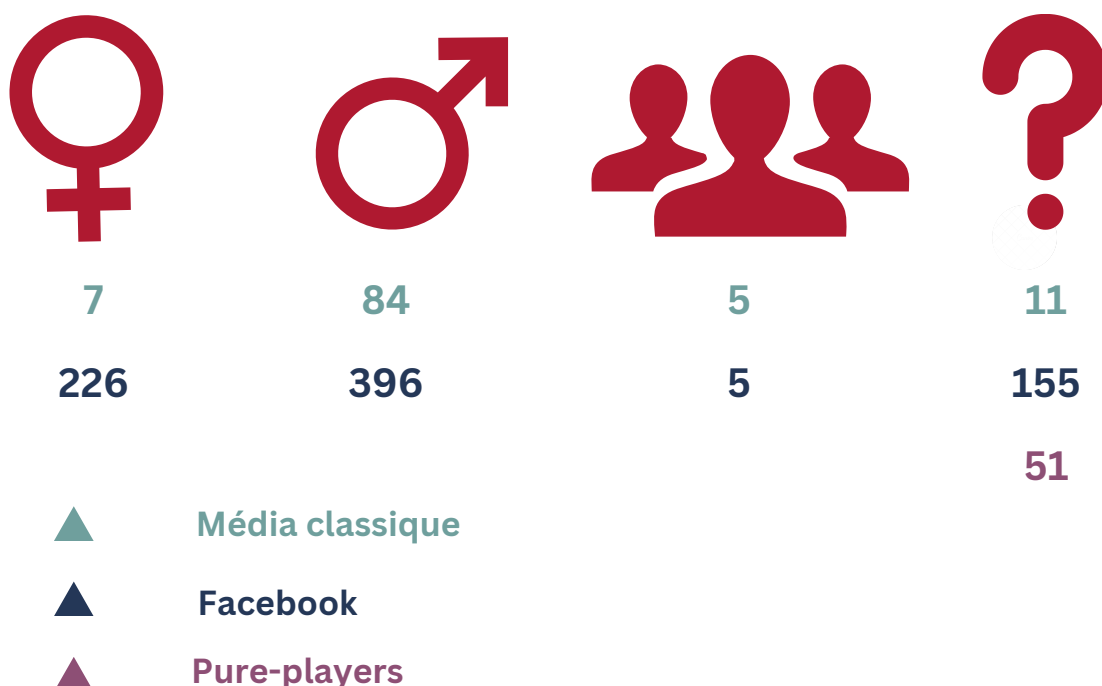


LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM SELON LEUR GENRE

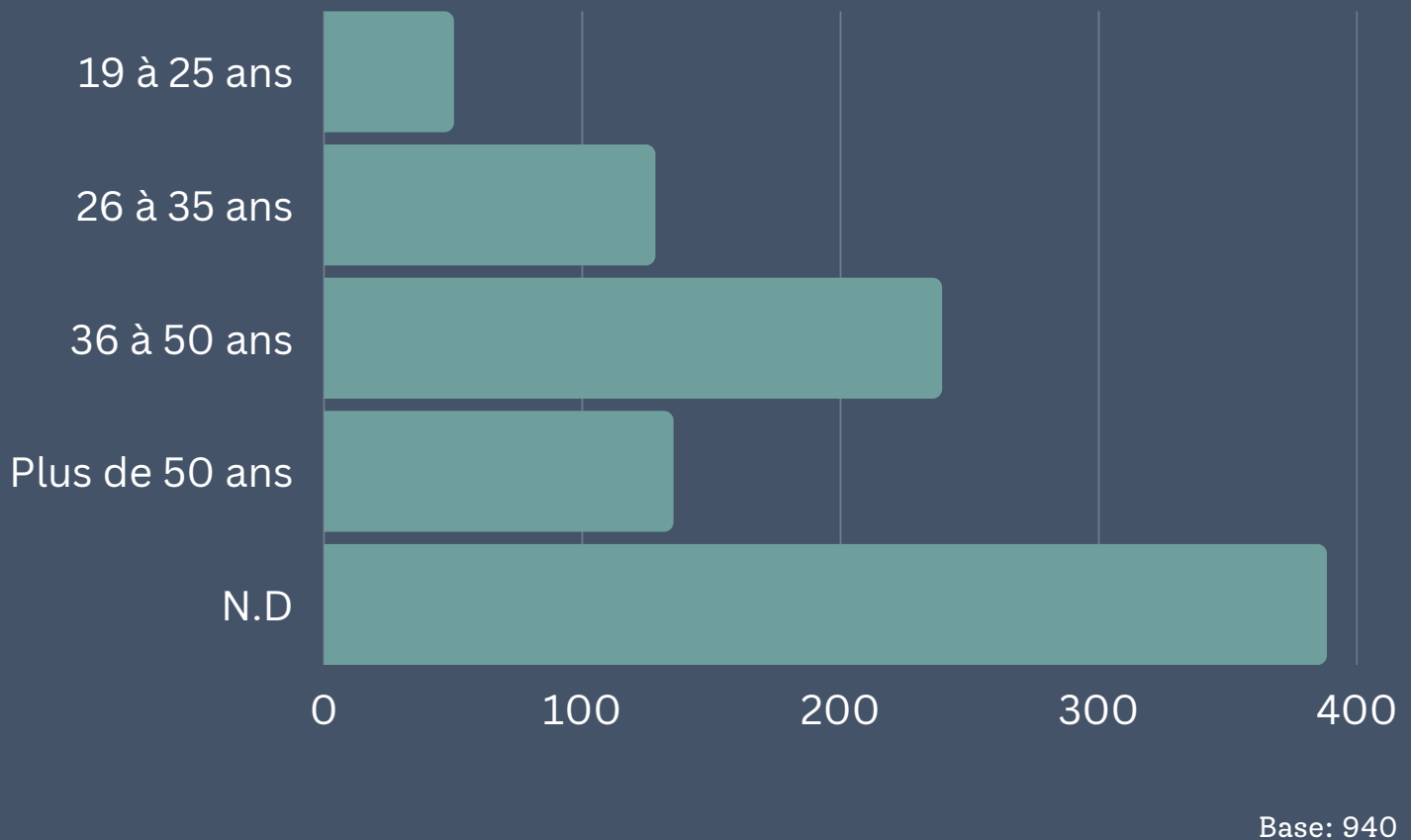
Ce tableau rapporte les données sur les principales sources de MDM. Les hommes semblent être les principaux propagateurs de fausses informations aussi bien dans les médias classiques que sur la plateforme Facebook, tandis que les femmes sont également impliquées, mais dans une moindre mesure sur Facebook. Il est important de noter que généraliser le comportement des hommes ou des femmes en matière de propagation de fausses informations n'est pas approprié, car il existe une grande variabilité individuelle. Certaines études suggèrent que les hommes ont parfois des opinions politiques plus polarisées que les femmes. Cela peut les amener à partager des informations biaisées ou trompeuses qui correspondent à leurs convictions politiques, sans tenir

compte de leur véracité. Par ailleurs, ces facteurs ne s'appliquent pas à tous les hommes et que de nombreuses femmes peuvent également être victimes de ces tendances comportementales en ligne. Les groupes d'individus jouent également un rôle significatif dans la diffusion de MDM, ce qui peut indiquer l'existence de groupes organisés cherchant à manipuler l'opinion publique. Par ailleurs, les données ci-dessus indiquent que le genre des sources de MDM n'a pas pu être déterminé à hauteur de 11 cas sur les médias classiques, 155 cas sur le réseau social Facebook, et 51 cas dans les pure players de l'information. L'incapacité à déterminer le genre des sources de mésinformations, désinformations et malinformations à caractère politique et électoral dans certains

cas peut être le résultat de plusieurs facteurs complexes. Les sources de MDM peuvent être astucieuses pour cacher leur véritable identité, rendant difficile leur identification précise. Cette situation est valable surtout au niveau de la plateforme Facebook et des pure players de l'information. Les acteurs de MDM utilisent également diverses techniques pour masquer leur identité en ligne, notamment l'utilisation de faux comptes. En outre, la proximité des élections ajoute une dimension inquiétante, car les MDM pourraient potentiellement influencer les électeurs et compromettre l'intégrité du processus électoral.



LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM SELON LEUR TRANCHE D'ÂGE



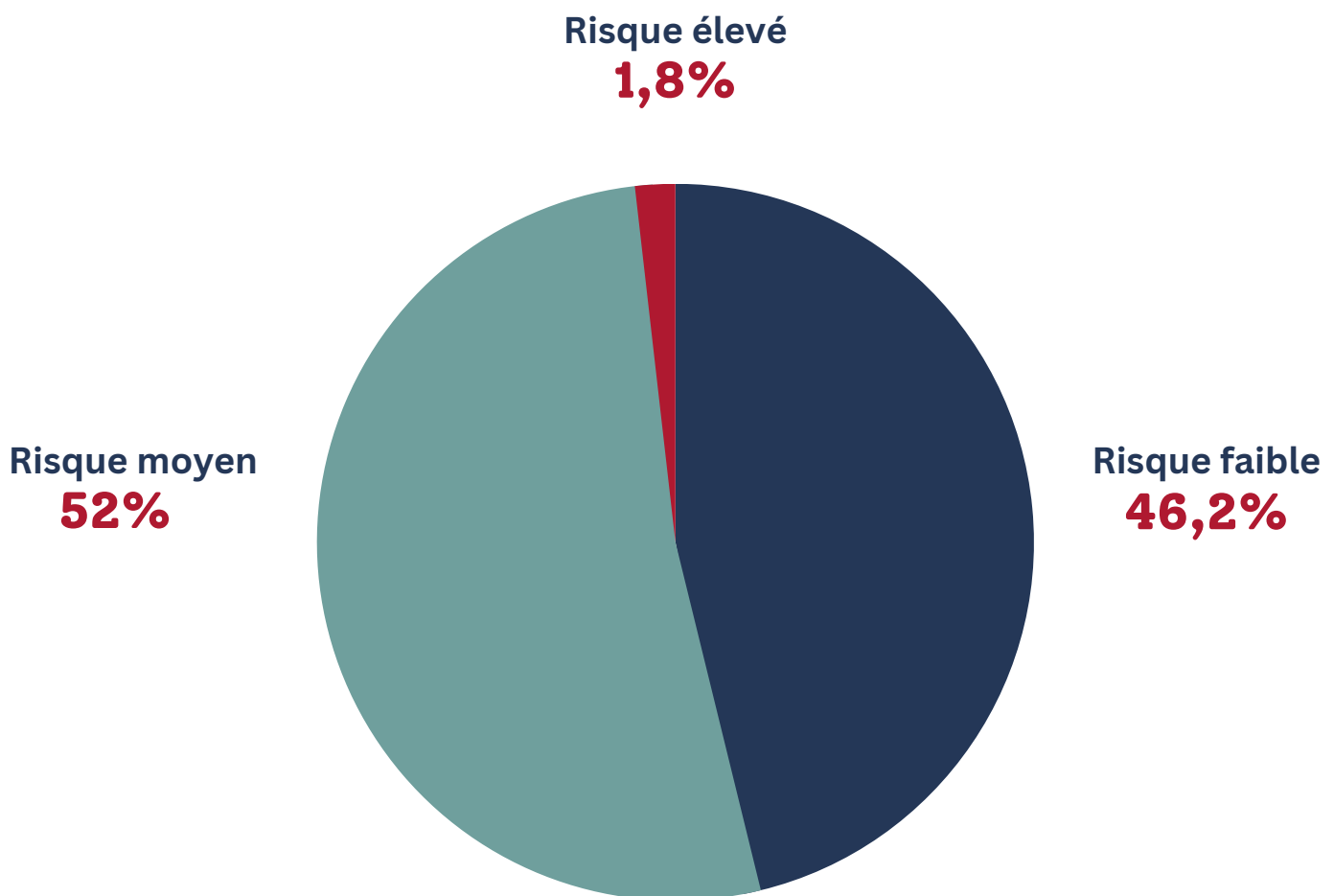
Ces données révèlent un certain nombre de tendances intéressantes concernant la propagation de fausses informations à Madagascar pendant la période pré-électorale. Par ailleurs, les jeunes de 15 à 18 ans n'ont pas été impliqués dans la diffusion de MDM à vocation politique ou électorale. Cela peut être interprété de différentes manières. Il est possible que les jeunes de cette tranche d'âge soient moins intéressés par la politique ou qu'ils soient moins enclins à participer à la diffusion de fausses informations à caractère politique et électorale. Les personnes âgées de 19 à 25 ans ont été impliquées dans 65 cas de MDM indiquant que les jeunes adultes sont plus actifs sur les médias sociaux et sont potentiellement plus susceptibles d'être manipulés ou de participer à la diffusion de fausses informations

liées à la politique. Les groupes d'âge de 26 à 35 ans et de 36 à 50 ans ont été les plus impliqués dans la propagation de MDM, avec respectivement 120 et 240 cas recensés. Cela suggère que les adultes d'âge moyen sont particulièrement vulnérables aux informations. Les personnes de plus de 50 ans ont également été impliquées dans 120 cas, montrant que même les personnes plus âgées sont touchées par ce problème. Par ailleurs, la tranche d'âge de plus de la moitié des sources de MDM n'a pas pu être identifiée. Sur les réseaux sociaux et d'autres plateformes en ligne, les utilisateurs peuvent facilement créer des comptes anonymes et des faux comptes. Cela rend difficile la vérification de l'âge et d'autres données démographiques des sources, favorisant ainsi la propagation des informations politiquement biaisées.

LES MDM SELON LEUR NIVEAU DE RISQUE

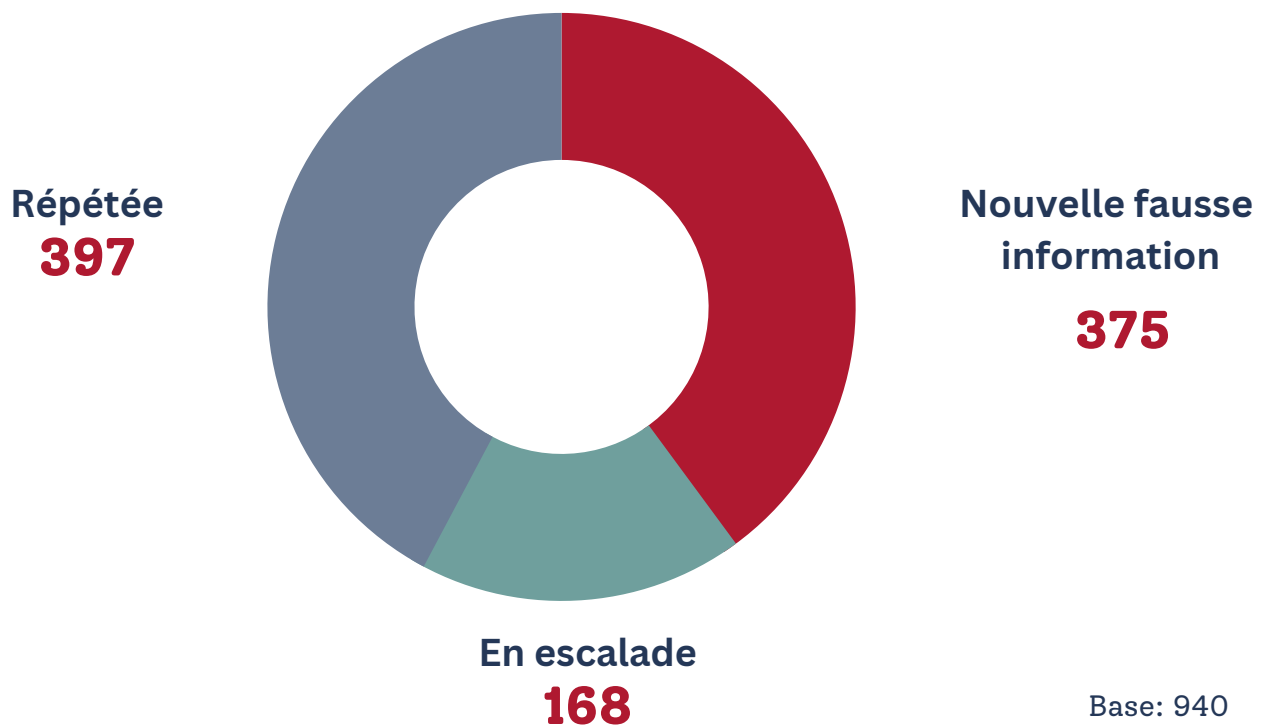
Sur les 940 MDM durant la période du 16 août au 15 septembre 2023, 434 cas ont été évalués à faible risque, 489 à risque moyen et 17 à risque élevé. À noter que les MDM à faible risque signifient que ces informations avaient peu de chances de perturber le processus électoral ou d'influencer les opinions de manière significative. Cependant, même les fausses informations à risque faible peuvent contribuer à la propagation de fausses idées. Pour les MDM à moyen risque, ces cas présentaient un risque relativement plus élevé, indiquant qu'ils avaient le potentiel d'influencer les opinions et le processus électoral d'une certaine manière. Enfin, bien que peu nombreuses par rapport aux MDM à faible et à moyen risque, la propagation de MDM à haut risque s'avère non négligeable, car ces dernières peuvent impacter directement sur le processus électoral. Les MDM à haut risque peuvent

en effet manipuler l'opinion publique en diffusant des informations biaisées, trompeuses ou complètement fausses sur les candidats, les partis politiques ou les problèmes politiques en jeu. Cela peut influencer négativement les choix des électeurs, les poussant à voter pour des candidats ou des partis basés sur des informations erronées. Elles peuvent exacerber les tensions sociales en créant des conflits entre les partisans de différents candidats ou partis. Cela peut entraîner des troubles civils et perturber le processus électoral en semant la discorde au sein de la population. Les MDM peuvent également dégrader la confiance du public dans le processus électoral. Les électeurs pourraient commencer à douter de l'intégrité des élections, ce qui peut entraîner une baisse de la participation électorale, ou même des contestations et des manifestations en cas de résultats contestés.



Base: 940

LA RECURRENCE DE MDM DANS TOUS MÉDIAS CONFONDUS



Ces chiffres permettent de constater un nombre élevé de nouvelles MDM en un mois seulement, soit 375 nouvelles fausses informations. Une situation qui témoigne de la rapidité avec laquelle les fausses informations peuvent se propager, surtout dans le contexte politique et électoral actuel. Le graphique ci-dessus illustre la récurrence des mésinformations, désinformations et malinformations à caractère politico-électorale, diffusées sur les médias classiques et les nouveaux médias malgaches. Ces nouvelles fausses informations incluent des fausses nouvelles, des rumeurs non fondées ainsi que des informations trompeuses propagées aussi bien dans les médias traditionnels que dans les plateformes de nouveaux médias. Quant à la répétition fréquente de MDM, à hauteur de 397 sur les 940 recensées durant le mois d'analyse, cette situation indique que certaines fausses informations étaient persistantes et continuellement diffusées dans les médias. Ces dernières peuvent renforcer les fausses croyances chez les personnes qui

sont exposées à ces informations à plusieurs reprises. Les MDM répétées portent, entre autres, sur le certificat de nationalité du candidat Andry Rajoelina, ou encore sur les accusations de partialité dont la Haute cour constitutionnelle et la Commission électorale nationale indépendante ont été les cibles, notamment sur le réseau social Facebook. Enfin, bien que le nombre d'escalades de MDM soit relativement bas par rapport aux autres catégories, avec 168 MDM en escalade sur un total de 940 MDM recensées, cela indique que ces informations sensibles n'ont pas été largement diffusées mais ont été suffisamment remarquées pour être enregistrées. Par ailleurs, en période électorale, la répétition de MDM à caractère politique et électoral a un impact significatif sur la prise de décision des électeurs et sur la stabilité politique en général, surtout si ces informations sensibles sont conçues pour provoquer des réactions émotionnelles ou encore polariser l'opinion publique.

LES SUJETS DE MDM LES PLUS ABORDÉS DANS TOUS MEDIAS CONFONDUS

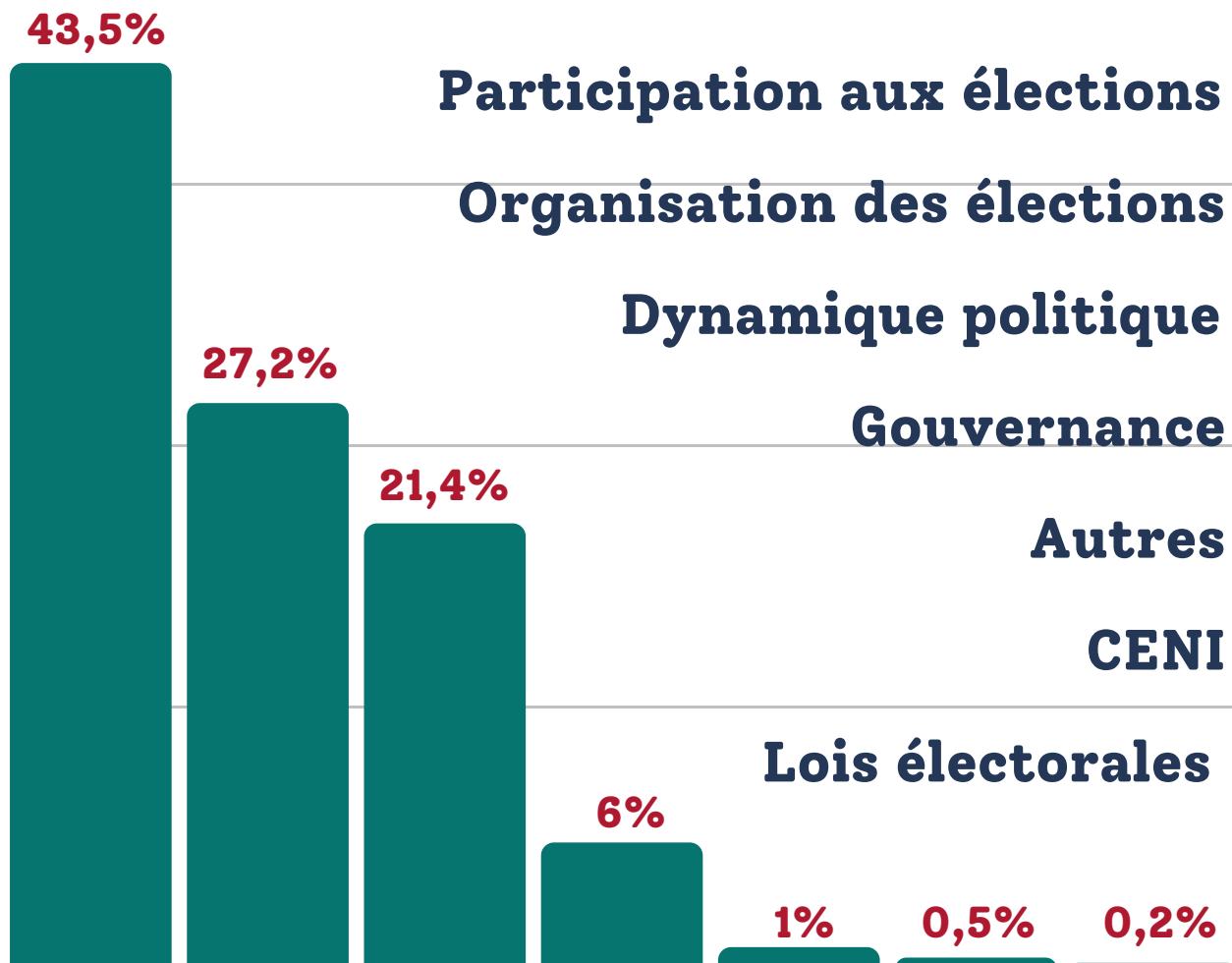
Il s'agit ici de dégager quel est le sujet le plus abordé dans les MDM véhiculées dans les médias classiques et sur Facebook à Madagascar, lorsque les thématiques politiques et électorales sont discutées dans ces médias.

Sur les 940 MDM à vocation politique et électorale recensées dans les médias classiques et nouveaux médias à Madagascar durant la période du 16 août au 15 septembre 2023, 397 sujets ont été répétés. Parmi ces sujets de MDM à vocation politique et électorale répétés, 2 ont concerné la Commission électorale nationale indépendante, 85 ont été axées sur

la Gouvernance, 1 sur la loi électorale, 108 sur l'organisation des élections, et enfin 173 sur la participation aux élections. En d'autres termes, un grand nombre de ces informations erronées ont été diffusées à plusieurs reprises dans divers médias. Les sujets répétés se sont concentrés sur plusieurs thèmes spécifiques liés à l'année électorale en cours, reflétant les pré-

occupations et les intérêts politiques de la population ainsi que les stratégies potentielles des acteurs politiques et des médias. L'attention portée à la Commission électorale nationale indépendante suggère un intérêt particulier pour son rôle dans l'organisation des élections et indique éventuellement des préoccupations concernant son impartialité et son efficacité.

Base: 397



LES SUJETS DE MDM LES PLUS ABORDÉS DANS TOUS MEDIAS CONFONDUS

Les répétitions sur le sujet de la dynamique politique indiquent un intérêt particulier pour les développements politiques en cours, incluant des informations erronées sur les partis politiques, les alliances, ou même des rumeurs sur les intentions des candidats. Les sujets répétés qui concernent la dynamique politique se caractérisent surtout par des attaques adressées aux bords politiques opposés. Dans ce cas de figure, il s'agit notamment des attaques provenant de l'opposition et du collectif des candidats à la présidentielle contre le candidat à l'élection présidentielle Andry Rajoelina et ses partisans, et vice versa. Les sujets répétés de MDM qui touchent la gouvernance, accusent, pour la plupart, le gouvernement central d'être partial. En effet, il apparaît, notamment à travers les publications et commentaires sur la plateforme Facebook, que le gouvernement central pencherait du côté du président de la République sortant, et non moins candidat à la présidentielle Andry Rajoelina. Cette tendance est relativement plus élevée au niveau des MDM qui parlent de l'organisation des élections. Dans ce cas-ci, les auteurs de MDM s'en prennent également au gouvernement central, mais aussi et surtout aux membres de la Haute cour constitutionnelle et de la Commission électorale nationale indépendante. En tant qu'Organe de gestion des élections, la CENI est la cible de MDM. Il en est de même pour la HCC. En effet, il en dégage des MDM recensées que ces deux entités seraient partiales. Pour cause, des informations sensibles circulent sur la plateforme Facebook et sur les pures players de l'information, selon lesquelles les membres de la HCC et de la CENI ne sont autres que des proches et amis du candidat à la présidentielle Andry Rajoelina. Dans cette optique, les membres de ces deux entités agiraient en faveur de ce candidat.

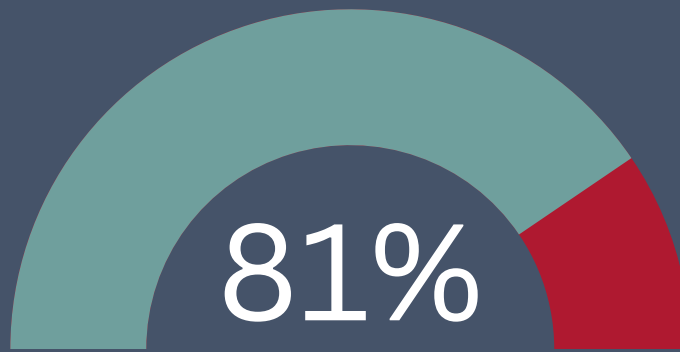
Par ailleurs, la CENI est également pointée du doigt



pour sa prétendue incapacité et son incompétence à organiser les élections, dans les normes en vigueur. En ce qui concerne la participation aux élections, les MDM se rapportant à ces sujets sont surtout des attaques ciblant les candidats à la présidentielle. A titre d'exemple, un volume important publications et commentaires sur le réseau social Facebook a dénoncé la candidature du président de la République sortant Andry Rajoelina, notamment à cause des informations circulant sur son certificat de nationalité. Pour rappel, l'incapacité d'Andry Rajoelina à se porter candidat à la présidentielle de 2023 a longtemps animé les débats au niveau de la sphère politique. En effet, des informations sur la nationalité française de la famille d'Andry Rajoelina ont fuité sur divers canaux de communication. Cette situation a créé la polémique et généré un tollé au niveau des autres prétendants à la course à la magistrature suprême de Madagascar. La majorité des candidats à la présidentielle ont en effet revendiqué l'irrecevabilité de la candidature d'Andry Rajoelina, à cause de sa double nationalité.

LES PRINCIPALES CIBLES DE MDM

MDM à cible unique dans
tout médias confondus



Base: 940

Les données indiquent que 81 % des fausses informations collectées ciblent une seule entité, tandis que les 19 % restants visent plusieurs cibles. Ces statistiques mettent en évidence la prévalence des campagnes de désinformation ciblées sur des individus ou des groupes spécifiques.

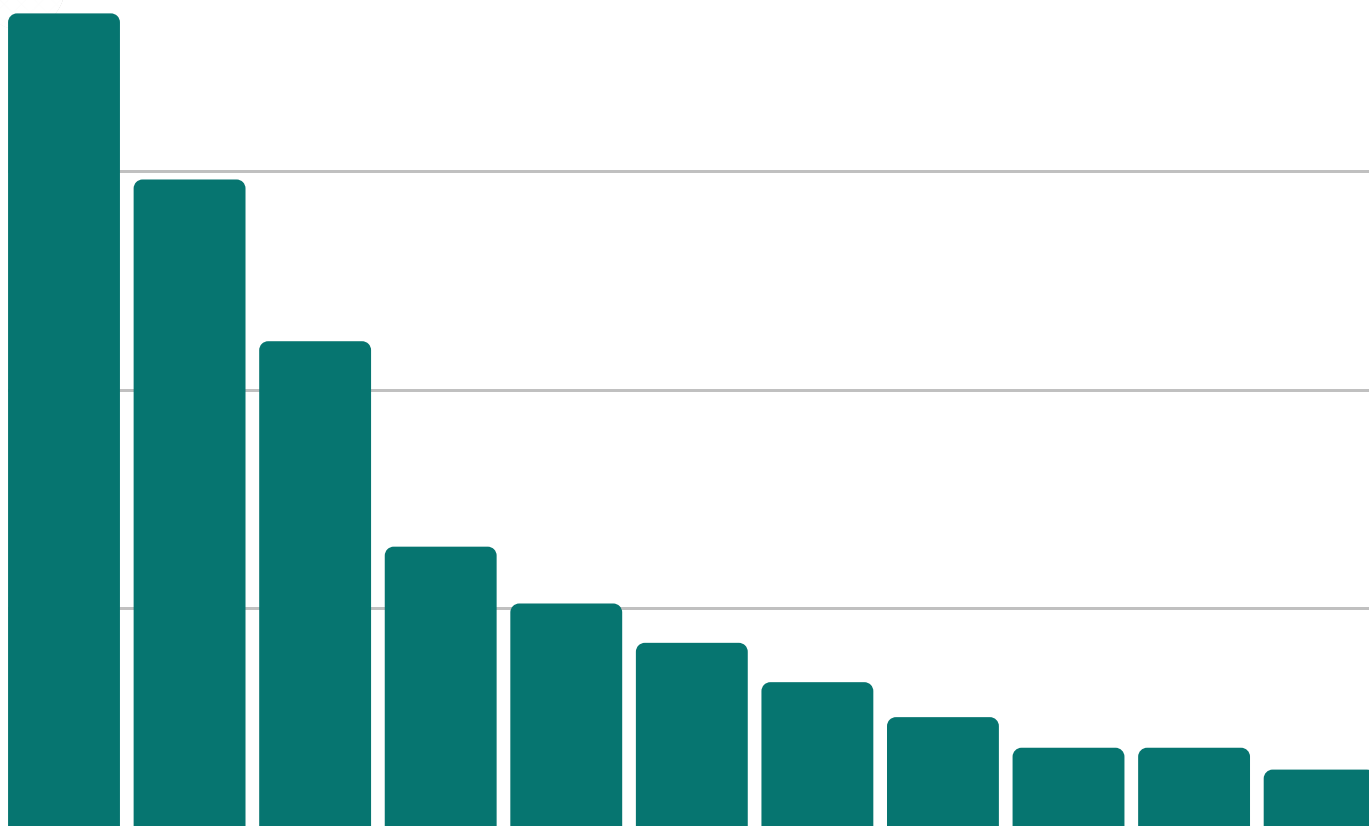
LES MDM À CIBLE UNIQUE

Il s'agit ici de dégager qui sont les principales cibles des mésinformations, désinformations et malinformations à caractère politique et électorale.

Le graphique ci-dessus démontre que sur les 940 MDM recensées dans tous les médias confondus, 762 d'entre elles ont eu une cible unique. Les candidats à la présidence étaient les principales cibles des MDM, à hauteur de 186 cas. Cela s'explique par leur visibilité accrue pendant les élections et le désir de discréditer leurs adversaires pour gagner un avantage politique. En tant que président de la République en exercice, Andry Rajoelina était une cible fréquente de MDM. Les attaques contre lui sont justifiées par diverses motivations, telles que l'affaiblissement de sa réputation ou la remise en question de sa légitimité en tant que leader du pays, d'autant plus qu'il est également candidat à l'élection présidentielle de 2023. Toutefois, il convient de noter qu'Andry Rajoelina a été considéré comme étant le président de la République jusqu'au 9 septembre 2023, jour de sa démission de son poste de Chef de l'État. Après cette période, Andry Rajoelina est considéré, dans le cadre de notre analyse, comme étant un simple candidat à l'élection présidentielle. Les MDM ont ciblé le pouvoir en place, à hauteur de 111 cas, ce qui est courant dans les contextes électoraux. Durant cette période, les adversaires politiques sont, en effet, amenés à semer la

méfiance à l'égard du pouvoir en place pour influencer l'opinion publique en faveur de leurs propres candidats, ou dans ce cas-ci, en défaveur du candidat Andry Rajoelina, président de la République sortant. La Haute Cour Constitutionnelle a également été la cible de 64 MDM. Pour la plupart, ces MDM ont eu pour objet de manipuler l'opinion publique en sapant la confiance des citoyens envers ces institutions. Ces MDM ont généralement été axées sur des accusations de partialité des membres de la HCC, qui œuvreraient en faveur du président sortant et non moins candidat à l'élection présidentielle Andry Rajoelina. Par ailleurs, la CENI a aussi été ciblée par les MDM, à hauteur de 33 cas. A l'instar des membres de la HCC, ceux de la CENI sont accusés d'agir en faveur d'Andry Rajoelina. En outre, un bon nombre de MDM ont eu pour objet de discréditer les membres de cette commission et d'affecter la confiance du public dans le processus électoral. Pour cause, la CENI a été pointée du doigt pour sa prétendue mauvaise organisation des élections, notamment concernant la liste électorale qui serait bâclée, ou encore la présence de doublons au niveau des cartes d'électeurs.

LES MDM À CIBLE UNIQUE



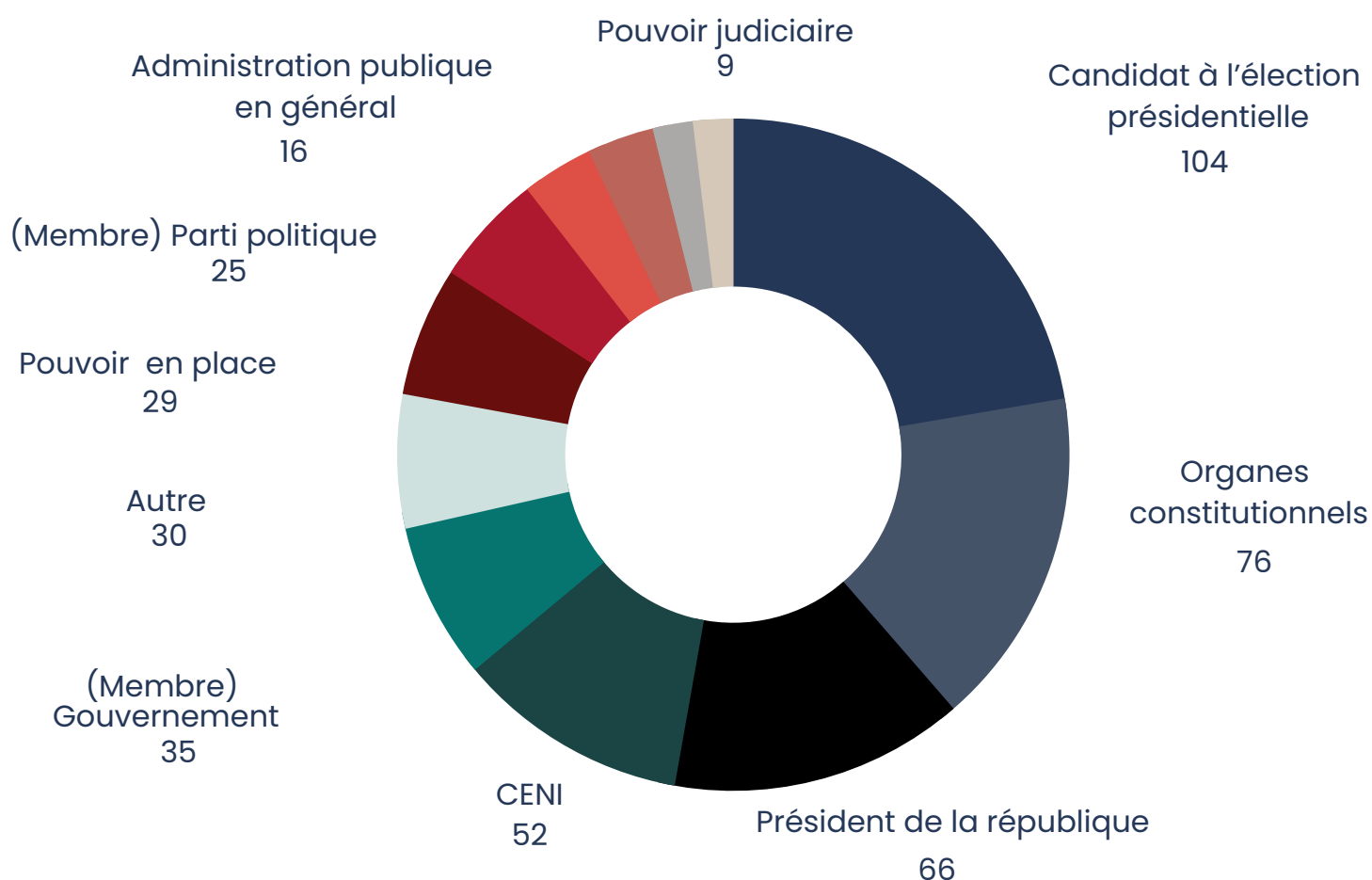
- Candidat à l'élection présidentielle (ou potentiel candidat) **186**
- Président de la république **148**
- Pouvoir en place **111**
- Organes constitutionnels **64**
- (Membre) Gouvernement **51**
- (Membre) Parti politique **42**
- CENI **33**
- Administration publique en général **25**
- Autre (à spécifier) **18**
- N.D **18**
- Sénat(eurs) **13**
- Figures religieuses **9**
- Communauté internationale **7**
- Pouvoir judiciaire **2**

LES MDM À PLUSIEURS CIBLES

Sur 940 mésinformations, désinformations, malinformations à vocation politique et électorale recensées dans les médias classiques et nouveaux médias à Madagascar durant la période du 16 août au 15 septembre 2023, 178 fausses informations ont été adressées à plusieurs cibles, autrement dit, elles ont touché plus d'une catégorie de cible donnée.

Sur un total de 940 MDM recensées, 178 d'entre elles ont été adressées à plusieurs cibles, autrement dit, elles ont touché plus d'une catégorie de cible donnée. Sur ces 178 mésinformations, désinformations, malinformations à vocation politique et électorale, la grande majorité d'entre elles ont ciblé à la fois les candidats à l'élection présidentielle, les organes constitutionnels, la Commission électorale nationale indépendante, ainsi que le gouvernement en place. Cette situation peut s'expliquer par le fait que ces MDM à la fois ont porté sur des accusations de partialité de la Haute cour constitutionnelle, de la Commission électorale nationale indépendante, et du gouvernement en place, en faveur du candidat à l'élection présidentielle Andry Nirina Rajoelina. En effet, des cas de désinformations ont circulé, notamment sur le réseau social Facebook, selon lesquelles le candidat Andry Rajoelina serait avantagé par rapport aux autres concurrents, étant donné qu'il aurait la mainmise sur les Organes de gestion des

élections, ainsi que sur la HCC qui est en charge de la publication des résultats officiels de l'élection présidentielle de 2023. D'autres MDM à plusieurs cibles ont été axées sur le certificat de nationalité d'Andry Rajoelina, ainsi que sur sa participation à l'élection présidentielle. Ces MDM en question ont mis dans le même panier plusieurs acteurs dans le cadre du processus électoral actuel. Ces acteurs sont notamment le pouvoir judiciaire, la Haute cour constitutionnelle, ainsi que le candidat Andry Rajoelina lui-même. Ces MDM ont notamment pointé du doigt les membres du pouvoir judiciaire, qui auraient permis la délivrance du certificat de nationalité d'Andry Rajoelina, la Haute cour constitutionnelle qui aurait validé la candidature d'Andry Rajoelina, malgré sa double nationalité, et enfin Andry Rajoelina lui-même, qui est accusé d'avoir exercé des pressions et de corrompre les membres du pouvoir judiciaire et de la HCC pour voir sa candidature validée, allant même jusqu'à proclamer sa victoire au détriment de la démocratie.



NUAGE DE MOTS CLÉS

Le nuage de mots-clés ci-dessous illustre les termes fréquemment utilisés par les auteurs de mésinformations, désinformations et malinformations véhiculées sur Facebook, dans les médias classiques et dans les pure players de l'information. Il apparaît à travers cette image que les termes HCC, certificat, nationalité, Andry Rajoelina, Fifidianana sont les plus mis en évidence. Étant donné le contexte pré-électoral qui prévaut à Madagascar, ces mots ont été utilisés à maintes reprises pour véhiculer des MDM. En effet, la Haute cour constitutionnelle a été la cible d'une cinquantaine de MDM, accusant les membres de cette institution d'être partiaux et d'agir en faveur du candidat Andry Rajoelina. De plus, Andry Rajoelina est le candidat à la présidentielle ayant été le plus ciblé par les MDM, concernant notamment son certificat de nationalité.

D'autres termes, tels que Florent, Tetezamita ou transition, sont également visibles dans ce nuage de mots. Le terme Florent a été cité plusieurs fois, faisant référence à Florent Rakotoarisoa, président de la HCC. Pour cause, le numéro Un de la HCC est réputé être un proche d'Andry Rajoelina et d'agir en faveur de ce dernier. En outre, le terme « Tetezamita » a également été répété dans les discussions, faisant référence à un régime transitoire. En effet, une frange de la sphère politique a réclamé la mise en place d'une transition ou d'un gouvernement collégial, pour assurer la transparence dans l'organisation de l'élection présidentielle, dans la mesure où le gouvernement actuel a été fortement critiqué pour sa prétendue partialité en faveur du président sortant et non moins candidat à sa propre succession, Andry Rajoelina.



SYNTHÈSE DE RECOMMANDATIONS

Au vu des résultats de l'activité de monitoring du 16 août au 15 septembre 2023, ci-après une synthèse des recommandations adressées aux différents acteurs dans la lutte contre la propagation des mésinformations, désinformations et malinformations à caractère politique et électoral à Madagascar.

● Les résultats de cette activité de monitoring témoignent de l'importance de l'éducation aux médias pour aider les citoyens à évaluer de manière critique les informations, notamment celles qui circulent en ligne, et ce afin de développer leurs compétences pour discerner les informations fiables et vérifiées des fausses informations. En d'autres mots, la présence généralisée des MDM souligne la nécessité de mesures éducatives, réglementaires et de sensibilisation pour atténuer les impacts des MDM sur le processus démocratique. Cette activité servira également à la promotion de la transparence et de la responsabilité parmi les professionnels des médias et les politiciens. En outre, l'éducation des médias et de la sensibilisation à la désinformation, en particulier parmi les groupes d'âge plus jeunes et plus âgés s'avère important. Il est crucial d'enseigner aux jeunes comment évaluer la crédibilité des sources d'information et de sensibiliser les personnes âgées aux risques associés à la diffusion et à la consommation de l'information en ligne.

● L'année 2023 étant une année électorale à Madagascar, la vigilance contre les MDM est importante. Pour cause, les désinformations peuvent perturber le processus électoral en influençant indûment les choix des électeurs. Ainsi, la surveillance continue des informations sur les différents canaux de communication sont essentielles pour minimiser l'impact des MDM sur le processus démocratique.

● En sachant le contexte électoral actuel, une action urgente pour lutter contre les MDM s'avère nécessaire, étant donné que les MDM ajoutent une dimension critique à la situation actuelle. Aussi, il s'agit de s'activer dans les plus brefs délais pour protéger l'intégrité du processus démocratique et garantir que les citoyens aient accès à des informations fiables et précises lorsqu'ils prennent des décisions électorales.

● Ces données soulignent l'importance de la sensibilisation du public aux MDM et de la nécessité pour les médias et les plateformes en ligne de mettre en place des mécanismes efficaces pour détecter et contrer la diffusion de fausses informations politiques et électorales.

● Il est essentiel d'aborder les problèmes des MDM de manière proactive afin d'assurer des élections justes et impartiales et pour informer correctement les citoyens.